



**Programme  
Alimentaire  
Mondial**

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

# 2011

**LUTTER CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE**



# Avant Propos

Nous évoquons, dans ce rapport annuel, le “paradoxe congolais”, celui d’un pays qui a un énorme potentiel agricole et qui pourtant peine à se nourrir. La République démocratique du Congo ne manque ni de bras, ni d’espaces à cultiver, ni d’eau. Le pays pourrait potentiellement être autosuffisant mais aussi exporter ses productions vers des nations moins dotées. Mais la RDC revient de loin et son redressement économique et social est un long processus que les Nations Unies en général et le PAM en particulier se doivent d’accompagner.

Après des années d’un système économique de prédation, axé sur l’exploitation minière, puis une longue période de guerres et troubles politiques, la RDC ne connaît de relative stabilité que depuis quelques années. L’Est, le Nord-Est du pays, et dans une moindre mesure le Nord du Katanga sont toujours le théâtre de violences perpétrées par différents groupes armés, contraignant les civils à vivre dans la peur et à fuir perpétuellement. Dans d’autres zones, comme l’Equateur, les conflits intercommunautaires et fonciers sont aussi sources d’instabilité.

Début 2012, plus d’1,7 million de personnes étaient déplacées. Des civils qui souvent n’ont plus rien pour se nourrir, plus d’accès à leurs champs, plus de matériel agricole et de semences, et évidemment pas de moyens financiers pour s’approvisionner sur les marchés. Dans le centre du pays, malgré une situation sécuritaire plus stable, on trouve des poches de malnutrition très importantes.

Dans ce contexte, l’assistance alimentaire reste primordiale. Chaque année le PAM nourrit en RDC plus de 3 millions de personnes dont plus d’un million d’enfants dans les cantines scolaires.

L’assistance a cependant changé et ne se limite pas aux classiques distributions générales de nourriture.

Une partie de nos vivres est ainsi distribuée contre du travail ou pour une formation. Les bénéficiaires peuvent ainsi participer au développement communautaire, à travers la réfection de routes, de marchés, d’écoles, ou avoir les outils pour reprendre une activité économique.

Nous avons ainsi développé des nouveaux programmes comme les » bons d’achat » et les « achats pour le progrès ». Le premier est un concept innovant qui sera amené dans les prochaines années à se développer de façon très large. Il consiste dans les zones où les marchés sont achalandés à distribuer non pas de la nourriture mais des coupons, qui permettent aux personnes en insécurité alimentaire de s’approvisionner localement. Quand au programme « d’achat pour le progrès », il consiste pour le PAM à mettre à disposition de petits producteurs ses compétences en logistique pour les aider à stocker et évacuer les produits vers les marchés. Ces approches permettent à la fois de faire face à des besoins urgents et d’insuffler un dynamisme à la production et à l’économie locales.

Le PAM tient à remercier les bailleurs de fonds qui l’ont soutenu sans faille ces dernières années et ont permis à des millions de congolais d’échapper à la faim. Le chemin vers l’autosuffisance alimentaire et vers une stabilisation durable des zones de conflit, est encore long. Nous espérons que nos partenaires continueront comme ils l’ont fait jusqu’ici à nous permettre d’accomplir notre mission : lutter contre la faim.

**Martin Ohlsen**  
*Directeur de Pays  
et Représentant*



# SOMMAIRE

## 1 La faim en RDC

Le paradoxe congolais

|                                             |    |
|---------------------------------------------|----|
| Portrait de la crise alimentaire .....      | 7  |
| De l'urgence au redressement.....           | 8  |
| Des moyens d'actions adaptés .....          | 9  |
| <i>50 ans de lutte contre la faim</i> ..... | 10 |

## 2 Innover pour mieux aider

Quand lutter contre la faim relance l'économie

|                                                                          |    |
|--------------------------------------------------------------------------|----|
| P4P Achat pour le progrès .....                                          | 11 |
| <i>Privilégier la production locale</i> .....                            | 13 |
| Les bons d'achat .....                                                   | 14 |
| Travailler, se former, sortir de la pauvreté avec<br>l'aide du PAM ..... | 15 |
| <i>2011 : objectifs atteints</i> .....                                   | 16 |

## 3 Nourrir l'avenir

Des enfants en meilleure santé  
pour un Congo plus fort

|                                                     |    |
|-----------------------------------------------------|----|
| Lutter contre la malnutrition, un fléau national    | 17 |
| Étendre la couverture nutritionnelle .....          | 18 |
| Renforcer les partenariats .....                    | 19 |
| <i>L'assistance aux personnes séropositives</i> ... | 20 |
| Cantines scolaires .....                            | 20 |
| <i>Fortifier pour mieux nourrir</i> .....           | 21 |

## 4 Nourrir et protéger

Participer à la sécurisation de tous

|                                                   |    |
|---------------------------------------------------|----|
| Promouvoir la sécurité, la dignité et l'intégrité | 23 |
| Le PAM et les femmes.....                         | 25 |
| <i>Combattre pour se nourrir</i> .....            | 26 |

## 5 Transporter

Sur la terre comme au ciel

|                                               |    |
|-----------------------------------------------|----|
| La logistique : approvisionner partout en RDC | 27 |
| <i>Ango, défier la brousse</i> .....          | 29 |
| UNHAS - Le service aérien humanitaire .....   | 30 |
| <i>Performances 2011</i> .....                | 30 |

## Annexe

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Bilan 2011 en chiffres ..... | 31 |
|------------------------------|----|







# 1 La faim en RDC

## Le paradoxe congolais

### Portrait de la crise alimentaire

Fin 2011, la RDC est en bas de deux classements: celui du développement humain, et celui de l'indice de la faim dans le monde. La situation est désormais considérée comme "extrêmement alarmante"<sup>1</sup> : 70% des Congolais vivent en dessous du seuil de pauvreté, un enfant sur quatre est malnutri et plus de 4,5 millions de congolais, sur une population totale de près de 70 millions, sont considérés en phase de crise alimentaire aiguë<sup>2</sup>.

Selon les enquêtes du PAM, cette crise alimentaire touche les zones en proie à l'insécurité (les deux Kivus, Nord Katanga, Ituri, Province Orientale) mais aussi les régions épargnées par les groupes armés comme les Kasai ou le Bandundu. Les villes sont aussi concernées, notamment la capitale Kinshasa, soumise aux "délestages alimentaires", expression locale signifiant le fait de ne manger qu'un jour sur deux.

Marquée par des années de guerre, la République démocratique du Congo est sur la voie d'un retour à la normale, autrement dit en "phase de stabilisation". Cependant le chemin vers cette

stabilisation s'avère long, chaotique et semé d'obstacles.

Toute la partie Est du pays, de la province Orientale au Katanga, en passant par les deux Kivu, est encore en proie aux attaques de miliciens armés ou groupes d'autodéfense, auxquelles s'ajoutent les exactions commises par certains éléments de l'armée régulière ou de la police.

L'intensité et le nombre des attaques ont certes sensiblement diminué ces dernières années, mais restent suffisamment importantes pour perturber profondément la vie des populations dans ces provinces. On notait début 2012, une recrudescence de la violence dans le Sud Kivu et le Nord Katanga. Selon le bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), à cette période de l'année quelque 1,7 millions de personnes étaient déplacées dans le pays.

L'Ouest du pays, moins soumis aux problèmes d'insécurité et de violence, n'en reste pas moins touché par l'insécurité alimentaire, notamment

<sup>1</sup> Rapport de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IIPRI) 2011

<sup>2</sup> Rapport IPC Integrated phase classification (cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) d'octobre 2011



à cause de l'enclavement, de la faible production agricole, du faible accès à l'eau et aux services de santé et de la hausse générale des prix des produits alimentaires.

L'unité VAM (vulnerability assesement and monitoring) du PAM a effectué en 2011 des études sur les cinq provinces les plus touchées qui montre qu'au moins 11 millions de personnes sont soumises à une insécurité alimentaire sévère ou modérée.<sup>3</sup>

Quelques signes encourageants sont à noter comme l'amélioration de la situation au Nord Kivu où les trois quart de la population (79%) ont une consommation alimentaire acceptable. Cependant ces progrès peuvent rapidement être remis en cause si la situation sécuritaire continue à se dégrader dans les Kivu comme cela est le cas depuis la fin 2011.

<sup>3</sup> Enquête EFSA PAM oct 2011

## De l'urgence au redressement

Pour réduire l'impact de l'insécurité alimentaire sur la population, le PAM a mis en place deux programmes, l'Intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) dans huit des onze provinces du pays, et une opération d'urgence dans les districts du Haut et du Bas Uélé (Province Orientale).

*Les principaux objectifs de l'Intervention prolongée de secours et de redressement sont les suivants :*

- Réduire la prévalence de la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans et des adultes vulnérables ;
- Fournir une nourriture adéquate aux ménages, communautés, déplacés, et réfugiés sélectionnés selon leur degré de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ;
- Restaurer les moyens de subsistance et de production des communautés pendant la fragile période de transition ;
- Ramener le taux de scolarisation des filles et des garçons, dont les enfants de familles déplacées ou réfugiées, aux niveaux précédents la crise ;

- Améliorer la capacité du gouvernement à réduire la faim.

*Le programme d'urgence (EMOP)*

- Il a été mis en place en 2009 dans les Haut et Bas Uelés pour venir en aide aux quelques 250.000 personnes déplacées par des attaques répétées des troupes de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) et de bandes armées mal identifiées. Environ 20% des bénéficiaires sont des enfants enrôlés dans un programme de cantines scolaires et plus de 32.000 personnes sont des hôtes, qui accueillent les déplacés. Le PAM assiste également environ 5000 enfants dans le cadre de la lutte contre la malnutrition.

La région reste très instable et, après une accalmie, les attaques contre la population civile ont repris sporadiquement fin 2011. Malgré les efforts conjoints de l'armée congolaise, de l'armée ougandaise, de la MONUSCO et l'appui américain, les conditions d'un retour des déplacés n'étaient pas encore réunies début 2012.

Le PAM, première agence des Nations Unies à travailler à Ango, dans le Bas Uéle a installé la première base humanitaire. Elle peut aujourd'hui accueillir une douzaine de personnes. Les défis logistiques sont dans cette région de la province

orientale particulièrement difficiles à surmonter. Les routes sont en très mauvais état, la plupart des ponts ne sont plus praticables et les pistes d'atterrissages rares. (Lire le témoignage de Brett Hanley, ancien chef du bureau d'Ango page 29).

## Des moyens d'actions adaptés

Pour mener à bien sa mission, sauver des vies et aider les plus vulnérables à retrouver les moyens de se nourrir, le PAM a différents moyens d'intervention. Les distributions générales de vivres sont adaptées aux urgences, comme les déplacements soudains de population. Elles visent les personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Le PAM a en effet changé de stratégie depuis 2011 et ne cible plus les bénéficiaires selon leur statut (déplacés, réfugiés...) mais selon leur "vulnérabilité".

Les distributions générales se font le plus souvent en nature avec des rations sèches, composées de farine de maïs, de légumineuses, d'huile et de sel, apportant à chaque bénéficiaire une alimentation équilibrée de 2100 calories par jour. De plus en plus cependant le PAM utilise, dans les régions où les marchés sont suffisamment achalandés, le

système des "bons d'alimentation", qui permet aux bénéficiaires de s'approvisionner sur place, de mieux être acceptés par les communautés locales et qui contribue à relancer les échanges économiques et la production locale (voir page 14).

Le PAM propose aussi des programmes de "Vivres contre travail" ou "Vivre pour formation" qui participent au développement communautaire et/ou améliorent les capacités des bénéficiaires à retrouver un minimum d'autonomie.

Pour les besoins spécifiques des enfants, le PAM a un programme nutritionnel qui prend en charge la malnutrition aiguë modérée et assure également un soutien aux femmes enceintes ou allaitantes. Le PAM a également un programme important de cantines scolaires qui bénéficiera en 2012 à 1,23 million d'enfants.





## 50 ans de lutte contre la faim

Tout au long de l'année 2012, le PAM, né entre 1961 et 1963, va célébrer son cinquantième anniversaire. En novembre et décembre 1961 l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Assemblée Générale des Nations Unies ont approuvé les résolutions créant le Programme Alimentaire Mondial. Au départ l'idée était de transférer les surplus des pays en excédent de production vers les pays aux ressources limitées.

Les premières opérations, avant même le lancement officiel le 1er janvier 1963, ont eu lieu en Iran, pour venir en aide aux victimes d'un tremblement de terre qui a secoué la région de Qazvin, puis en Thaïlande, après un typhon et ensuite en novembre de la même année, en Algérie pour assister juste après l'indépendance 5 millions d'Algériens de retour d'exil.

Au cours de ces cinquante dernières années, le PAM a apporté assistance à des millions de personnes à travers ses opérations d'urgence et ses opérations prolongées de secours et de redressement.

Suite à la grande crise alimentaire de 2008 et l'environnement mondial en perpétuelle mutation, le PAM a accéléré la recherche des solutions à long terme. C'est dans ce cadre qu'a été lancé la même année le nouveau plan stratégique marquant un tournant décisif. En effet, le PAM est dès lors passé de l'agence d'aide alimentaire à une organisation d'assistance alimentaire, équipée d'un ensemble d'outils pour lutter contre la faim en proposant des projets innovants tels que les achats pour le progrès et les bons d'achat alimentaires.



## 2 Innover pour mieux aider

### Quand lutter contre la faim relance l'économie

#### P4P Achat pour le progrès

Le programme P4P, Purchase for Progress ou Achat pour le progrès en Français, fait partie des innovations qui sortent de l'aide traditionnelle et accompagnent les communautés vers une autonomie alimentaire et économique.

En RDC, le P4P a pour principal objectif de dynamiser la production agricole et les marchés locaux, déstructurés par des années de mauvaise gestion, d'interruption des activités et de conflits armés.

Il soutient la relance économique du secteur agricole et le relèvement communautaire et permet de réduire l'insécurité alimentaire. Il contribue à la consolidation de la paix en RDC, en désamorçant les déclencheurs des conflits et en créant des opportunités d'emploi.

En RDC, les petits agriculteurs, faute d'organisation, de moyen de stockage et d'évacuation des produits ont de grandes

difficultés à écouler de grandes quantités. Ils souffrent également d'une faible productivité et d'un accès limité aux intrants, aux semences ainsi qu'au microcrédit.

Le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture (FAO) et leurs partenaires renforcent les organisations de producteurs, les aident à se regrouper et à commercialiser les productions de leurs membres. La FAO se charge en particulier de l'accès aux intrants et outillages agricoles et assure une assistance technique pour améliorer la production.

Le PAM intervient notamment dans l'appui au stockage, au transport, la réhabilitation des routes et la mise en lien des producteurs et des commerçants pour l'écoulement local des produits agricoles. Le PAM achète une partie de la récolte (dans la limite maximale de 10%) si celle-ci n'a pas été vendue sur les marchés locaux, garantissant aux producteurs l'absorption d'éventuels surplus.

P4P a été lancé à Kabalo dans la province du Katanga en 2009 avec 4.000 petits producteurs regroupés dans 172 organisations paysannes. En 2011, ils étaient déjà 9000. Cette région qui fut un grenier pour le pays a vu sa population s'appauvrir et son agriculture décliner au cours des dernières décennies.

Les producteurs sélectionnés ont bénéficié d'intrants agricoles et de l'encadrement technique de la FAO. Le PAM a installé huit entrepôts d'une capacité de 400 tonnes chacun pour assurer le stockage et organiser la commercialisation grâce à un partenariat avec Danish Church Aid (DCA). Le PAM a également positionné deux camions pour assurer le transport depuis les entrepôts communautaires jusqu'à l'entrepôt central.

Une enquête menée auprès des participants au programme en mars 2011, montre que les 172 organisations paysannes ont pu produire 2286 tonnes de maïs cultivées sur 2062 hectares, soit un rendement de 1,1 tonne par hectare,

significativement plus que sur le reste du territoire de Kabalo.

Les ménages participants ont consommé en moyenne 35% de leur production. La quantité commercialisée a été de 1476 tonnes sur le marché de Kabalo mais aussi à Kongolo, Ankoro, Uvira et Kalémie. Le reste a été commercialisé à travers les entrepôts secondaires mis en place par le projet, au niveau des greniers individuels ou au domicile des ménages, ou dans les greniers communautaires.

Pour transporter leur production, les paysans utilisent essentiellement les pirogues, qui peuvent transporter jusqu'à 4 tonnes de vivres, le vélo, jusqu'à 300 kg, et le train.

La vente du maïs a servi à financer en priorité la scolarité des enfants pour 48% des ménages, l'achat de vêtement (25%), l'achat de bétail pour l'élevage (14%). La santé (5%) arrive en quatrième position.



De nombreux défis restent à relever pour améliorer durablement les revenus et les conditions de vie des petits producteurs, notamment les difficultés d'évacuation par train vers les grands centres de consommation, dues au manque de fiabilité de l'opérateur national. Les coûts élevés de production et de transport, ajoutés aux taxes illégales diverses qui pèsent sur les opérateurs économiques, réduisent la compétitivité du maïs local par rapport au maïs importé, notamment de la Zambie voisine.

Malgré ces obstacles, le projet pilote de Kabalo, financé au départ par la Belgique à hauteur de 1,97 millions de dollars, s'est révélé un succès et attire de plus en plus de producteurs. Grâce à une nouvelle contribution belge, annoncée en novembre 2011, d'un montant de 3,5 millions de dollars, 12.000 producteurs pourront participer au projet en 2012 et 2013, ce qui signifie un impact direct sur la vie des familles, soit quelque 50.000 personnes. La production attendue pour 2012 est d'environ 6.500 tonnes de maïs.

Grâce au soutien de la France, qui a affecté 1,4 millions d'euros au projet, le PAM-RDC a été en mesure d'étendre en 2011 le programme à la province de l'Equateur. Le PAM a choisi de débiter cette nouvelle phase à Bikoro, localité située au bord d'un lac avec un accès direct au fleuve Congo pour évacuer les produits. La route menant de Bikoro à la capitale provinciale, Mbandaka, a été réhabilitée et est désormais praticable.

Dans la première phase, 2000 petits producteurs vont être organisés en groupement pour recevoir formation, intrants et semences, avec le soutien de la FAO, d'Oxfam GB et de SNV (organisation de développement néerlandaise). Ils devraient produire en 2012 environ 1000 tonnes de maïs.

Le coût total du projet P4P en RDC pour la période 2010-2014 est estimé à 14,7 millions de dollars.

En 2012, avec l'aide de nouveaux donateurs, le PAM prévoit de lancer un troisième programme P4P dans la province du Maniema.

## Privilégier la production locale ou régionale

### *Les achats en RDC*

L'objectif du PAM à travers les achats locaux est de promouvoir la production locale.

En RDC, depuis 2006, plus de 40.000 tonnes de diverses commodités produites localement ont été achetées par le PAM pour un coût estimé à 21 millions de dollars, dont 2.400 tonnes de farine de maïs achetées dans la province du Katanga entre 2007 et 2009.

Aucun achat n'a été fait dans cette province depuis 2009 essentiellement à cause de prix non compétitifs. En 2012, le PAM prévoit d'acheter dans la région 5000 tonnes de maïs pour les seules opérations au Katanga. Les besoins mensuels du bureau de Lubumbashi sont estimés à 1500 tonnes par mois. Après l'analyse des résultats d'une enquête sur les marchés prévue en mars, le PAM déterminera les quantités à acheter localement.

En 2011, à travers le P4P mis en œuvre à Kabalo au Katanga, où plus de 9.000 agriculteurs regroupés en organisations paysannes sont impliqués, le PAM a acheté 54 tonnes des 3.500 tonnes de maïs vendues par ces agriculteurs.

A ce jour, 41 fournisseurs locaux de l'ouest de la RDC (Kinshasa, Bandundu), de l'Ituri et des deux Kivu ainsi que du Katanga (10 fournisseurs) se sont déclarés auprès du PAM.

A travers un concept innovant, appelé 3P, (produit, partenariat et production), le PAM étudie la possibilité de nouer des partenariats avec les institutions, le secteur privé congolais pour développer des produits alimentaires compétitifs pouvant être utilisés par le PAM dans ses opérations. Actuellement, un partenariat est à l'étude avec deux entreprises locales pour produire de l'huile de cuisine.

## *Au niveau régional*

Le PAM-RDC achète la farine de maïs au Malawi et en Zambie. En plus de la farine de maïs, le PAM achète sur les marchés locaux les haricots et le sucre afin de couvrir les besoins en vivres du Katanga et des deux Kasai.

## *Dans le monde*

Le Programme Alimentaire Mondial a acheté en 2010 de la nourriture pour 1,25 milliard de dollars. Près de 80% de ces achats ont été faits en Afrique, premier destinataire de l'aide alimentaire.

A travers le P4P (achat pour le progrès), fin 2010, le PAM avait acheté plus de 130.000 tonnes dans 15 pays africains. Pour le PAM cela représente une économie de 23 millions de dollars, pour les paysans un revenu de 37 millions de dollars.

## **Les bons d'achat**

Le problème de la faim n'est pas toujours l'absence de nourriture sur les marchés mais le manque de moyens financiers pour y accéder et se nourrir correctement. Au lieu de distribuer des vivres, venus parfois de très loin et à grand frais, le PAM offre désormais aux bénéficiaires, grâce au bons d'achat alimentaire, les moyens de s'approvisionner et de se nourrir sur les marchés locaux, quand ceux-ci sont achalandés.

Le PAM délivre ces bons d'achat aux populations vulnérables, qui reçoivent d'habitude de l'aide alimentaire en nature – farine de maïs, légumineuses, huile et sel. Les bénéficiaires se rendent alors sur des marchés, organisés une fois par mois par le PAM pour échanger, auprès de commerçants présélectionnés, les bons contre de la nourriture.

En 2011 le PAM a organisé 21 marchés dans la province du Nord Kivu. Plus de 520 000 de dollars ont été changés contre des biens alimentaires par 20.000 personnes.

Au Katanga, plus de 30.000 personnes ont reçu des bons et les ont échangés pour un montant total de 1,2 millions de dollars.



Le premier avantage est la diversité de l'approvisionnement. Les bénéficiaires peuvent en effet décider ce qu'ils veulent manger parmi des produits présélectionnés : céréales, légumineuses, tubercules, fruits et légumes, poisson séché et fumé, huile végétale, industrielle ou locale, sel, sucre et épices. Les personnes déplacées ou retournées, principaux participants à ce programme, acquièrent un statut de consommateurs dans la communauté, ils participent à l'économie locale et s'insèrent dans le circuit économique.

De leur côté, les commerçants ont de nouveaux acheteurs qui d'habitude ne fréquentaient pas les marchés. Les producteurs trouvent un nouveau débouché pour leurs produits. L'argent circule dans la communauté et l'activité économique s'en trouve revitalisée.

Pour se faire payer, les commerçants présentent les "bons d'achat" au PAM, ou à ses partenaires sur le terrain, et reçoivent en échange du cash, des chèques ou sont payés par virements bancaires.

Dans certains pays, des moyens électroniques (cartes magnétiques, téléphones portables, internet) sont déjà utilisés. Pour la RDC, l'échange est encore manuel. Un système de terminaux "offline", lisant des cartes à puce, et capable de stocker l'information est à l'étude et devrait être en place courant 2012.

Le montant des bons d'achats dépend de ce que le bénéficiaire, individu ou famille, aurait reçu en vivres PAM. Il doit pouvoir acheter sur le marché la même quantité de nourriture que celle qu'aurait donné le PAM. Le montant varie en fonction des prix du marché, et ceux-ci peuvent être très différents d'un village à un autre. Ce système requiert donc une surveillance régulière et précise des prix des principaux aliments sur les marchés, notamment pour ne pas induire l'inflation.

Le PAM souhaite au niveau mondial multiplier ces nouveaux outils pour lutter durablement contre la faim. Pour le moment, il s'agit de projets pilotes mais d'ici 2015, les bons d'achat devraient représenter jusqu'à 40% des dons du PAM.

## Travailler, se former, sortir de la pauvreté avec l'aide du PAM

Avec les programmes de "Vivres contre travail" et "Vivres pour formation", le PAM associe assistance alimentaire et développement, qu'ils soient personnels ou communautaires. Il existe plusieurs formules adaptées aux différents contextes des opérations et besoins des bénéficiaires.

Certaines personnes effectuent par exemple des travaux d'intérêt commun, comme la réfection d'une route, d'une école, d'un pont, qui profitent ensuite à tous les villageois. D'autres se voient proposer de cultiver un champ, de bénéficier de conseil et de semences, en sus de l'aide alimentaire, le temps de pouvoir assurer une production suffisante.

Le PAM aide aussi des personnes en insécurité alimentaire à se former à des activités rémunératrices, comme la couture, la boulangerie,



## 2011 : objectifs atteints

En 2011, 2070 personnes ont ainsi bénéficié d'un programme de vivres pour formation et plus de 800 centres d'alphabétisation ont eu une aide du PAM pour leurs apprenants.

Dans le cadre du programme vivres contre travail, 1746 km de pistes servant aux dessertes agricoles ont été réhabilitées ou entretenues, 950 abris (habitation d'urgence) ont été construits et 10 salles de classe remises à neuf.

Plus de 1000 hectares de terre ont été nettoyées et préparées pour des activités agricoles (soit deux fois plus que les prévisions) et 577 mares ont été creusées.

la fabrication de savon, l'agriculture, la pisciculture, l'élevage. Pendant leur période de formation, ces apprentis reçoivent des rations ou des bons d'achat d'alimentation pour pouvoir se nourrir quotidiennement.

Les bénéficiaires de ces programmes peuvent être des personnes déplacées, qui ont déjà reçu les trois mois d'aide d'urgence et qui restent cependant en insécurité alimentaire. Le PAM propose également ces formules à des femmes victimes de violences sexuelles, rejetées par leur famille et qui doivent retrouver un moyen de subsistance, ou à des jeunes sortis des groupes armés qui ont besoin d'autonomie et donc de compétences pour se réintégrer dans la société, dans leur famille et surtout ne pas être à nouveau recrutés. Ces programmes sont aussi disponibles pour des femmes dont les enfants sont régulièrement touchés par la malnutrition et qui ont besoin de soutien pour éviter les rechutes.



# 3 Nourrir l'avenir

## Des enfants en meilleure santé pour un Congo plus fort

### Lutter contre la malnutrition, un fléau national

Un congolais sur 10 est malnutri, et cette proportion est plus importante encore quand il s'agit des enfants. Insuffisance pondérale, retard de croissance... les jeunes congolais débutent trop souvent dans la vie avec un déficit nutritionnel qui aura des conséquences sérieuses sur leur santé physique et intellectuelle à l'âge adulte.

Plus de la moitié de la RDC, six provinces sur onze, enregistre des taux de malnutrition aiguë globale (MAG) supérieurs à 10%, le seuil critique international défini par l'OMS<sup>4</sup>. Les cas les plus préoccupants ont été enregistrés en 2011 dans les provinces du Maniema (avec 19,8% dans le territoire de Lubutu), Bandundu (jusqu'à 17,6% à Kasongo Lunda, du Kasai Occidental (dans le territoire de Tshikapa 16,20%). De nombreux territoires ont des taux de malnutrition aiguë globale correspondant à une urgence humanitaire.

La plupart des provinces, en fait 90% du territoire à l'exception notable de Kinshasa, enregistrent

des taux d'insuffisance pondérale et des retards de croissance supérieurs au seuil critique établis par l'OMS. Ainsi dans le Kasai Occidental, 34% des enfants ont un poids très faible, et 53% ne sont pas assez grands pour leur âge et leur sexe. Ces chiffres sont respectivement de 29% et 48% pour le Bas Congo et de 27% et 58% pour le Nord Kivu, pour ne citer que quelques unes des provinces où la situation est inquiétante.

La malnutrition n'est pas l'apanage des régions troublées par les conflits armés, elle est même plus importante encore dans des provinces pacifiées, comme le Kasai Occidental avec un taux de malnutrition aiguë globale de 14,9% ou le Bandundu avec 14,4%.

Une combinaison de facteurs explique cette situation : un désintérêt pour l'agriculture au profit de l'exploitation minière, la perte du savoir-faire agricole, des outils rudimentaires et vétustes, le manque de semences et d'accès au crédit, et un manque crucial d'infrastructures, notamment l'absence ou le mauvais état des routes.

<sup>4</sup> Enquête MICS 2010

## Etendre la couverture nutritionnelle

En 2011, le PAM a travaillé conjointement avec le programme national de nutrition, le PRONANUT et avec 35 ONG nationales et internationales pour organiser la distribution des vivres à travers près de 600 unités nutritionnelles supplémentaires et 123 unités nutritionnelles de traitement intensif (UNTI). A travers ces structures, près de 6.000 tonnes des vivres ont été fournis à plus de 400.000 personnes en état de dénutrition aiguë modérée, dont deux tiers sont des enfants et 50.000 environ des femmes enceintes ou allaitantes.

Le programme santé et nutrition maternelle et infantile a assisté plus de 24.000 enfants âgés de 6 à 23 mois et 23.000 femmes enceintes ou allaitantes, 6.000 enfants âgés de 6 à 23 mois dans le cadre de l'alimentation de couverture ainsi que quelque 12.000 accompagnants des enfants dénutris aigus sévères admis dans les UNTI.

D'autre part dans le cadre des activités "Vivres contre travail", le PAM a accordé une assistance alimentaire sous forme des bons alimentaires évalués à près de 1 million de dollars à quelque 6.000 familles ayant des enfants dénutris.

Cependant malgré ces efforts, au niveau national, les activités nutritionnelles du PAM ne couvrent

encore que 25% des besoins de prise en charge des dénutris aigus. Pendant l'année 2011, les objectifs, pourtant modestes du plan d'action humanitaire, qui prévoyait la prise en charge de quelque 460.000 enfants, n'ont pu être atteints. Seuls 286.000 enfants ont bénéficié de cette assistance, soit 61% de l'objectif.

Les besoins d'intervention sont très importants alors que les ressources restent faibles. Outre les contraintes financières, le PAM fait face à des défis logistiques, l'enclavement et l'inaccessibilité des certaines zones, la difficulté à identifier des partenaires fiables sur le terrain.

Pourtant l'assistance nutritionnelle produit de très bons résultats : 92% de taux moyens de guérison, 4,4% d'abandon de traitement et 0,26% de décès (les recommandations internationales sont : un taux de guérison supérieur à 80%, un taux d'abandon de moins de 15% et un taux de décès inférieur à 3%).

Pour réduire l'incidence de la malnutrition aiguë et de la mortalité infantile dans les zones en situation d'urgence nutritionnelle, le PAM prévoit, après une étude menée par l'ONG Alima, de distribuer des aliments de supplémentation prêts à l'emploi (Plumpy Doz) aux enfants de 6 à 23 mois. L'étude de faisabilité a été menée dans quatre territoires du Bandundu, trois dans le Kasai Occidental, deux dans le Kasai Oriental, et un dans le Maniema. Deux zones de santé du Katanga (dans le territoire de Kalemie) sont également concernées.

Le projet pilote de distribution de Plumpy Doz démarrera en 2012 dans les régions ciblées dépendant des bureaux de Mbuji-Mayi, de Kindu et de Kalemie et dans la province du Bandundu.

D'autre part, en vue de renforcer la capacité des structures sanitaires pour le suivi des mesures anthropométriques, le PAM a acheté 600 balances électroniques, 600 micro-toises, 300 bracelets pour mesurer le périmètre brachial des adultes et 300 autres en taille enfant. Tous ces équipements seront répartis dans les différents bureaux provinciaux du PRONANUT.



## Renforcer les partenariats

Le PAM entend renforcer son partenariat avec l'UNICEF, les deux institutions ayant des mandats complémentaires. Les efforts conjugués permettront d'améliorer l'impact de leurs interventions respectives sur la nutrition et la santé des groupes les plus vulnérables que sont les femmes et enfants.

Grâce à l'appui financier du PAM, de l'UNICEF et d'autres ONG internationales, notamment World Vision, le PRONANUT est parvenu à cartographier au niveau territorial la situation nutritionnelle dans 10 sur 11 provinces de la RDC (soit plus de 90% du territoire national).

Pour une meilleure utilisation des ressources disponibles et la continuité des soins nutritionnels dans les sites ciblés, le PAM, l'UNICEF et le PRONANUT travaillent conjointement pour la mise en œuvre des unités d'alimentation thérapeutique et supplémentaire.

Le PAM renforcera en 2012 sa collaboration avec d'autres acteurs spécialisés afin de mettre en place un paquet minimum d'activités à haut impact sur la nutrition et la mortalité maternelle et infantile.

Les activités de nutrition sont coordonnées par le cluster national de nutrition et les clusters de nutrition au niveau de chaque province.



## L'assistance aux personnes séropositives

Le PAM apporte une aide nutritionnelle aux personnes séropositives qui sont sous traitement contre la tuberculose ou sous antirétroviraux (ARV), dont les femmes enceintes dans le cadre de la lutte contre la transmission mère à l'enfant, ainsi qu'aux séropositifs inscrits sur une liste d'attente pour un traitement. Le ciblage se fait uniquement en fonction de l'indice de masse corporelle, soit un IMC inférieur à 18.

Avec 14 partenaires de coopération, le PAM a pu distribuer 1.544 tonnes de vivres à 36.726 personnes vivant avec VIH en état de dénutrition.

L'état de ces patients s'est nettement amélioré, avec un IMC supérieur à 18,5 chez 82,6 % des personnes sous ARV et 75,7% des patients tuberculeux.

Cette assistance alimentaire a un autre effet : celui d'inciter des séropositifs à adhérer au traitement, de sortir du déni, à accepter les tests et le suivi médical.

La ration alimentaire fournie aux personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose est d'un mélange de maïs et de soja (CSB), d'huile et de sucre, qui leur fournit 1301 Kcal/personne/jour comme recommandé dans le protocole national de prise en charge intégré de la malnutrition aiguë.

## Cantines scolaires

Déplacées, ou récemment retournées dans leur village d'origine, les familles ont souvent peu de moyen à la fois pour nourrir et pour scolariser les enfants. La cantine scolaire est une incitation pour les familles à mettre et maintenir les enfants, garçons comme filles à l'école, et assure à ces enfants un repas nutritif par journée scolaire. Le PAM cible essentiellement les provinces où le taux de scolarité est particulièrement bas ou les lieux où les disparités selon le sexe des enfants sont les plus importantes.

Les repas en cantines scolaires permettent d'atteindre facilement les enfants issus de foyers en insécurité alimentaire et limitent le risque de malnutrition.

Les enfants, soulagés de la faim, sont plus concentrés et ont une meilleure capacité à l'apprentissage. Ils prennent ce repas en milieu de matinée, sur le temps d'une récréation, afin de ne pas perturber le programme scolaire.

La cantine constitue aussi une motivation pour les enseignants et les cuisinières. Le PAM inclut en effet les enseignants au nombre des bénéficiaires de la cantine et ils peuvent prendre leur repas avec les enfants. De même les cantinières, des mamans qui ont des enfants scolarisés sur place, reçoivent des rations alimentaires pour leur famille.

En 2011, le PAM a nourrit chaque jour de l'année scolaire 1.169.744 enfants répartis dans 2000 écoles de six provinces (Equateur, Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, Maniema). En 2012, plus de 1,23 millions de repas quotidiens sont programmés.



Plus de 20.000 enseignants ont aussi reçu en 2011 un repas chaud, et 10.500 cuisinières ont eu accès à une ration sèche de vivre pour trois personnes, 22 jours par mois, sur 10 mois.

La ration quotidienne par enfant en 2011 était de 120 grammes de farine, 30 grammes de légumineuses, 10 grammes d'huile, 5 grammes de sel, soit 628 kilocalories.

Le PAM, avec ses partenaires, encourage l'entretien de jardins potagers dans les écoles ayant des cantines. Avec l'appui des parents d'élèves, de l'administration de l'école et des autorités locales, les jardins sont des outils éducatifs importants. Les élèves peuvent y apprendre des techniques de cultures maraîchères mais aussi améliorer leur quotidien. En produisant des légumes, ils peuvent varier et agrémenter un peu les repas.

Cet aspect est très important pour la pérennisation des cantines. Le PAM intervient en effet dans les zones en crise et n'a pas pour vocation de maintenir ad vitam un service de restauration pour les enfants des écoles. Il est donc important que la RDC, son administration et ses citoyens s'approprient le concept pour qu'il perdure.

Mobiliser la communauté, les parents d'élèves, les enseignants, les autorités autour des jardins scolaires, c'est faire un pas vers l'autonomie. Nourrir ses enfants est l'un des premiers devoirs des familles et de la communauté.

## Fortifier pour mieux nourrir

Dans les rations fournies pour les cantines scolaires, la farine de maïs est enrichie en calcium, fer, Vitamine B1 et B3. L'huile végétale est fortifiée en vitamine A, le sel en iode, les haricots en Calcium et vitamine B1, les lentilles en calcium, vitamine A et B1

Le calcium intervient dans la croissance osseuse (squelette et dent). Le fer sert dans la fabrication de l'hémoglobine, protéine des globules rouges permettant aux muscles et au cerveau de bien fonctionner.

La vitamine B1 et la B3 améliore le fonctionnement du système nerveux, la vitamine A prévient les infections et assure le bon fonctionnement du système immunitaire, elle maintient la peau, les yeux, la paroi de l'intestin et des poumons en bon état.

Quant à l'iode, elle est indispensable au développement du cerveau et du système nerveux chez le fœtus.





# 4 Nourrir et protéger

## Participer à la sécurisation de tous

### Promouvoir la sécurité, la dignité et l'intégrité

Garantir la protection des bénéficiaires du PAM signifie promouvoir la sécurité, la dignité et l'intégrité des personnes qui reçoivent cette aide alimentaire. Dans son plan stratégique 2008-2013, le PAM réaffirme clairement sa détermination à assurer que ses activités sont menées "en conformité avec les principes humanitaires et de façon à contribuer à la sécurité et à la dignité des personnes affectées".

En RDC les risques encourus par la population sont nombreux : attaques délibérées sur les civils, violences physiques et sexuelles, les restrictions de mouvement, voire les déplacements forcés empêchant les communautés d'accéder à leurs habituels moyens de subsistance, des pillages, vols, taxations ou réquisitions illégales. Ces menaces viennent essentiellement des groupes armés, réguliers ou non, ou se développent autour de conflits communautaires.

La contribution du PAM en matière de protection commence, avec "la protection par la présence et le plaidoyer". Le PAM contribue en effet de façon

significative à l'ouverture de l'espace humanitaire, il est souvent là où les autres acteurs humanitaires ne sont pas encore. Par sa présence mais aussi par les témoignages rapportés, le PAM contribue à améliorer la protection des populations vulnérables.

Quelques exemples de l'assistance alimentaire vue à travers la problématique de la protection :

- Des populations harcelées, menacées, dépouillées par des groupes armés sur le chemin du retour après une distribution de vivres ;
- Des femmes violées pendant qu'elles ramassent du bois pour la cuisine ;
- Des enfants risquant d'être la cible de groupes armés parce qu'ils étudient dans des écoles où sont stockés des vivres pour les cantines scolaires ;
- Des bénéficiaires sous pression de groupes armés après distribution (pillage, meurtre, viol ou chantage...).

Le PAM, et ses partenaires, peuvent jouer un rôle important dans la prévention et la diminution de ces menaces par :

- Le choix du mode opératoire (quel type d'intervention, où et avec qui ?). La question peut par exemple se poser sur l'option d'une distribution classique de vivre ou l'utilisation du système de "bons d'achat", ou le choix entre une distribution de rations sèches ou de repas, voire si l'assistance peut entraîner des conséquences directes sur la sécurité (attaques et pillages, extorsions...) choisir d'arrêter les opérations. Est inclus ici plus largement le respect des principes humanitaires dont la prévention des abus et de l'exploitation sexuelle des personnes vulnérables par le personnel du PAM ou des organisations partenaires ;
- Les choix des programmes (distribution générale de vivres, cantines scolaires, travail contre nourriture...) et un ciblage approprié (aides aux personnes démobilisées, aux victimes de violences sexuelles) ;
- Des activités de sensibilisation auprès des communautés sur des questions comme les violences sexuelles, le genre ou le VIH ;
- La collecte et la restitution d'informations relatives aux questions de protection ;
- Le plaidoyer auprès des autorités en faisant connaître les problèmes de protection.

Un projet "protection" au plan mondial devait être adopté par le conseil exécutif du PAM début 2012. En RDC, depuis 2008, environ 200 membres du personnel et des employés des organisations partenaires ont été formés aux questions de protection, des points focaux "protection et genre" sont opérationnels dans tous les bureaux de terrain.

En 2011, une mission "ProCAP" conduite par un spécialiste de la protection a été mandatée en RDC pour améliorer l'engagement du PAM-RDC en matière de protection, faire une évaluation des besoins de protection des populations liés à la sécurité et à l'assistance alimentaire.

Cette mission de six mois a permis de renforcer les capacités du PAM en la matière et de réviser divers outils et méthodologies de travail en y intégrant la dimension protection. Un manuel adapté au contexte des opérations au Congo sera disponible courant 2012. D'autre part, un spécialiste de la protection aura à partir de 2012 la charge de faciliter la diffusion et l'utilisation de ce manuel, et aidera le PAM à formaliser sa stratégie nationale sur le plan de la protection

Conformément à l'un des principes fondamentaux de l'aide humanitaire, le DO NO HARM (agir sans nuire), le PAM s'assure déjà que son aide n'expose pas les bénéficiaires à un risque supplémentaire et qu'elle ne favorise pas, à moyen et long terme la prolongation des troubles.



## Le PAM et les femmes

Les inégalités et iniquités dans la perception, la répartition, le contrôle et la gestion des ressources entre les hommes et les femmes persistent en RDC.

Ces disparités apparaissent notamment dans l'accès des jeunes filles à l'école surtout en milieu rural, l'accès des femmes et filles aux ressources et bénéfices, la représentation des hommes et des femmes dans les instances décisionnelles dans tous les secteurs.

Les inégalités entre les hommes et les femmes constituent un frein à la promotion des droits humains, à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et au développement social.

Les ménages dirigés par les femmes sont particulièrement vulnérables et ont un taux de consommation alimentaire pauvre deux fois plus élevés que les autres.

Le PAM RDC a adopté les engagements renforcés envers les Femmes (ERF) et s'efforce d'améliorer le pouvoir de la femme au sein des ménages et dans les communautés de diverses façons:

Lors de l'identification des ménages vulnérables, le PAM et ses partenaires émettent autant que possible les cartes de ration au nom de l'épouse, qui devient titulaire du droit à l'alimentation. Toutefois le PAM veille à ce que cette politique ne les expose pas à des abus.

Dans le cadre de son programme de nutrition, le PAM donne une assistance ciblée aux femmes enceintes et mères allaitantes. Le PAM demande à ses partenaires de sensibiliser les hommes et les jeunes aux questions liées à la santé maternelle et infantile, à la nutrition et la santé des mères et des enfants et les inciter à participer davantage aux tâches familiales.

Le PAM a initié un programme d'alimentation scolaire en mettant un accent sur l'accès à l'éducation pour les filles.



De même, les activités telles que « Vivres contre travail » ou « vivres pour formation » sont conçues en tenant compte des besoins différents des femmes, des hommes, des jeunes et des personnes âgées. Le PAM fait en sorte que les hommes et les femmes participent de façon égale à l'identification des activités à mener.

Le PAM veille à ce que ces activités renforcent le pouvoir social et économique des femmes, qui dans la mesure du possible prennent part à la gestion des activités. En 2011, elles constituaient 70% des membres des comités de déplacés au Nord Kivu et 72% au Katanga.

Avec ses partenaires, le PAM prend en compte la protection des femmes contre les actes de violence, en particulier lors des distributions de vivres ou de coupons. Les mesures de protection recommandées sont prises lors des distributions pour éviter des violences et abus.

Pour s'assurer de l'application de ces mesures, le PAM a inséré dans les contrats avec les partenaires une clause sur l'Engagement renforcé envers les Femmes.

## Combattre pour se nourrir

*"Dans les groupes armés, on ne fait rien d'autre que chercher à manger"*

John et Rafiki avaient à peine 15 ans quand ils ont été recrutés. John a été garde du corps, Rafiki était chargé de transporter les munitions. En 2011, ils ont tous les deux été pris en charge par le Centre de transit et d'orientation (CTO) de Masisi et n'ont plus qu'une idée : retrouver une vie normale.

Pour ces jeunes maltraités, battus, à peine nourris pendant les longs mois passés dans les groupes armés, les repas quotidiens fournis par le PAM sont une motivation supplémentaire pour reprendre le chemin, parfois difficile, d'un retour à la vie civile.

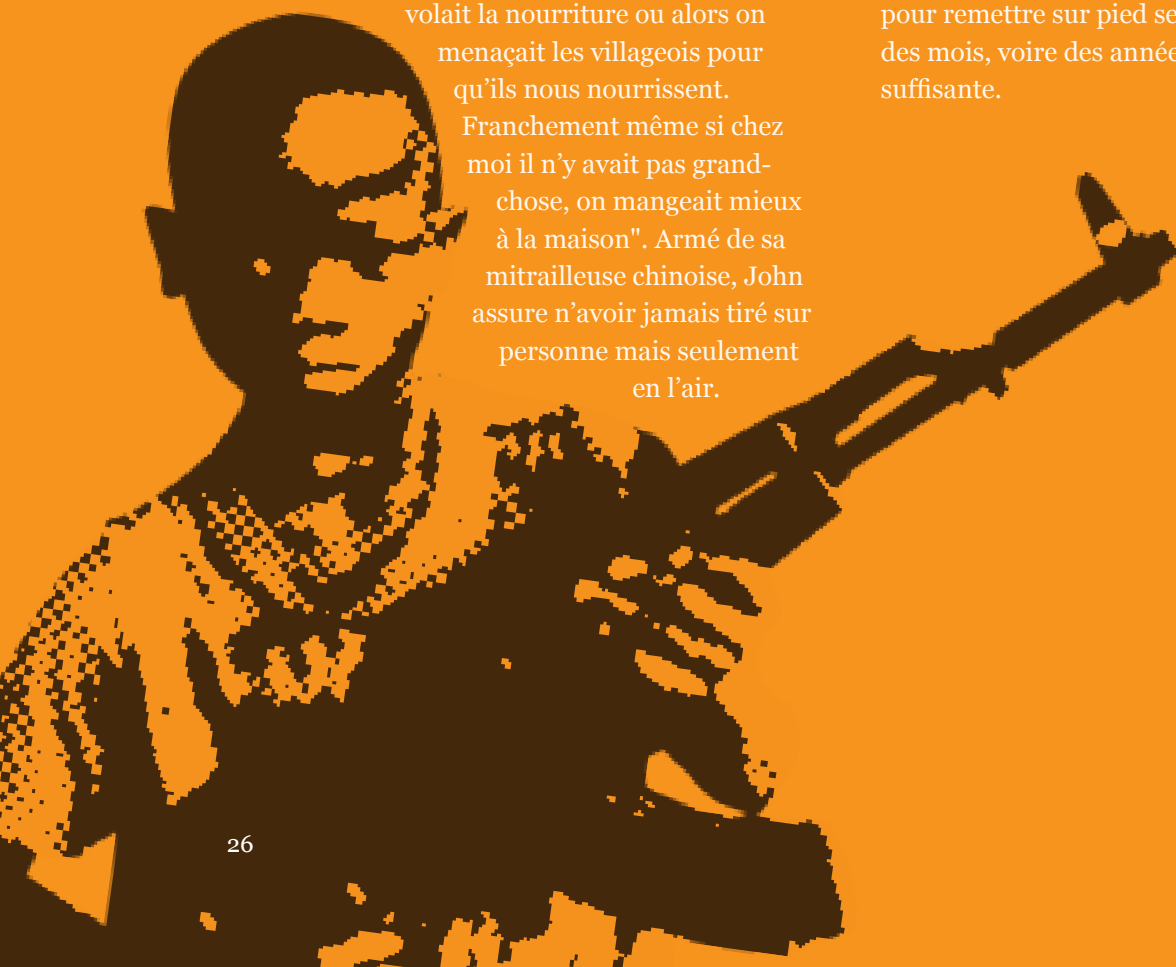
John Kikandi, 16 ans, a intégré de son plein gré une des importantes milices de l'Est. Faute d'argent, il venait d'arrêter l'école. "Je pensais en entrant dans un groupe armé que j'allais gagner de la considération et de l'argent. Que c'était un lieu de refuge", raconte le jeune homme. Il a vite déchanté. "On nous racontait des histoires comme quoi nous allions prendre le pouvoir. J'ai vite compris que l'on se battait pour une seule raison : trouver à manger. En général on

volait la nourriture ou alors on menaçait les villageois pour qu'ils nous nourrissent. Franchement même si chez moi il n'y avait pas grand-chose, on mangeait mieux à la maison". Armé de sa mitrailleuse chinoise, John assure n'avoir jamais tiré sur personne mais seulement en l'air.

Rafiki lui a disparu subitement en septembre 2009. Il était parti avec des camarades à Goma récupérer des livres scolaires offerts par une ambassade étrangère. En route, ils sont tombés dans une embuscade. Sept d'entre eux ont été enlevés par des miliciens. Rafiki, après des jours de torture pour le "rendre docile", a été chargé de transporter les munitions, collecter du petit bois et voler de la nourriture dès que l'occasion s'en présentait.

Comme John et Rafiki, près d'une centaine d'enfants de 10 à 17 ans sont passés en 2011 par le CTO de Masisi. Pendant quatre mois, ils se refont une santé, reçoivent un soutien psychologique et une formation. Ceux qui sont aptes à reprendre l'école, y retournent. Les autres apprennent à cultiver et élèvent des porcs et des canards.

Le CTO a un équipement minimal et sans l'aide du PAM, qui assure les rations quotidiennes et de ses autres partenaires, comme Caritas, il ne pourrait remplir sa mission. Depuis 2004, date de sa création, le CTO de Masisi a accueilli 1 476 jeunes, et depuis le début il reçoit l'aide du PAM pour remettre sur pied ses jeunes, privés pendant des mois, voire des années, d'une alimentation suffisante.



# 5 Transporter

## Sur la terre comme au ciel

### La logistique : approvisionner partout en RDC

La section logistique en RDC gère toutes les activités de transport de l'assistance alimentaire dans toutes les zones ciblées par le PAM, et fournit aussi des services logistiques à l'ensemble de la communauté humanitaire.

Tous les modes de transports disponibles en RDC sont utilisés : fluvial, routier, aérien, lacustre et ferroviaire pour acheminer dans les meilleurs délais l'assistance humanitaire dans les zones les plus reculées du pays où les populations ont le plus grand besoin d'aide.

Depuis 2011, la logistique a mis en place une fourniture de services pour la communauté humanitaire, effectuée sur la base d'un recouvrement total des coûts et de frais d'administration de 12%.

Cependant, dans le cadre de l'Opération spéciale, le PAM fournit encore des services de transport et d'entreposage gratuits lorsque les Fonds communs humanitaires (Pooled Fund et Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires) financent ces activités.

Ces financements ont permis notamment d'augmenter la capacité de transport locale avec la mise à disposition d'une flotte de 27 camions tout terrain, la réhabilitation de "baleinières", la réhabilitation de 40 wagons et de 2 locomotives mais aussi la réhabilitation de routes secondaires favorisant le désenclavement des populations.

Le PAM a mis en place en 2011 un service logistique plus élargi pour répondre aux besoins non couverts par les fonds communs, cette fois avec un système de recouvrement total des coûts.

Ces services ont notamment permis la livraison de moustiquaires pour l'UNICEF dans le cadre de la lutte contre la malaria dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Equateur et le Katanga, le redéploiement de matériels et d'équipements pour la MONUSCO, et d'autres opérations de transport de biens non alimentaires pour des ONG telles que Medair, ACF, MSF ou Save the Children.

En 2011, le service logistique du PAM a assuré l'acheminement de 71 264 tonnes de vivres

destinées notamment aux bénéficiaires des projets d'assistance humanitaire de réduction de la malnutrition, du soutien des enfants scolarisés mais aussi l'assistance aux personnes affectées par l'insécurité et le rapatriement des réfugiés.

Pour le reste de la communauté humanitaire, le PAM a transporté de 7586 tonnes de biens non alimentaires vers les provinces du Kivu, Orientale et du Katanga.

#### *Transport routier*

Il reste le moyen de transport le plus utilisé. En 2011, près de 2.241 tonnes ont été acheminées, dont une partie par la flotte de camions tout terrain dont la gestion est assurée par "the Swedish Rescue Services Agency (MSB)" sous contrat avec le PAM, soit 52% du tonnage global transporté.

Bien que ce mode de transport soit le plus utilisé, beaucoup de défis subsistent pour atteindre les populations affectées, notamment à cause du manque de financement pour la réhabilitation et l'entretien des routes secondaires et des dessertes agricoles, le non renouvellement de la flotte des transporteurs commerciaux et donc le mauvais état des camions et l'insécurité sur de nombreux axes routiers.

Le cluster logistique, dont le PAM assure la direction, a mené en 2011 un plaidoyer auprès du Centre des opérations des Nations Unies (UNOPS) pour aider à désenclaver certaines régions. Suite à cette requête, les ponts Kolomani (axe routier Bunia-Walu-Mungwalu) et Churu (axe Bunia-Masumbuku), ont été réparés, le projet de réhabilitation de la route Kengesi base-Aru

(110 km) est en cours de finalisation. Le début de travaux est prévu au premier trimestre 2012.

#### *Transport aérien*

En 2011, près de 700 tonnes de biens non alimentaires ont été transportées par air et ce malgré de nombreuses difficultés, telles que la capacité limitée des opérateurs privés, une pauvre qualité de service et de nombreuses pistes d'atterrissage en mauvais état.

A travers le cluster logistique une opération de transport aérien financée par le Pooled Fund a été organisée début 2012 pour l'acheminement de biens non alimentaires pour diverses ONG dans la région de Shabunda.

#### *Transport fluvial*

Le fret total des biens alimentaires et non alimentaires transportés sur le fleuve Congo, ses affluents et sur les lacs s'élève à 967 de tonnes, ce mode de transport est essentiellement utilisé dans le cadre des opérations logistiques dans les provinces de l'Equateur et des deux Kasaïs. L'année 2011 aura été marquée par une période d'étiage la plus basse depuis 50 ans, rallongeant les délais de livraisons et obligeant le PAM à utiliser d'autres moyens de transport plus coûteux.

Le développement de ce mode de transport est primordial pour le transport de cargaisons importantes mais se heurte à la mauvaise gestion des voies d'eau (manque de dragage), les mauvaises conditions des ports et des équipements de manutention.

#### *Transport ferroviaire*

En collaboration avec la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), 255 tonnes ont été transportées dans les provinces du Katanga et du Maniema. Le manque de locomotives et wagons, ainsi que la grève du personnel de la SNCC durant plusieurs mois en 2011, a empêché le bon déroulement de ces activités.



# Ango, défier la brousse

par Brett Hanley (chef de bureau de février à décembre 2011)

Pas d'électricité, pas d'eau potable, parfois pas d'eau du tout, une hutte avec un toit de paille pour bureau... ne parlons même pas de téléphone... Quand le PAM a commencé à travailler à Ango en février 2011 pour venir en aide aux populations déplacées après des attaques de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), il n'y avait quasiment aucune infrastructure dans ce gros village du Bas Uélé. A peine quelques maisons en dur, deux voitures, et aucune présence des Nations Unies.

Avant de commencer à travailler il a fallu défricher, débroussailler, déblayer et remblayer un espace pour ériger un entrepôt et stocker les vivres. Pendant ce temps, la vie quotidienne était... campagnarde. Deux mois dans le noir dès la nuit tombée, à rêver d'eau fraîche et potable, de fruits et de légumes...

Petit à petit, le quotidien s'est amélioré et les activités ont pu commencer. Non sans un certain nombre de défis logistiques. Ango est un territoire très enclavé, situé dans la partie nord-est de la province Orientale et partage ses frontières avec la République Centrafricaine. Avant l'arrivée du PAM, ce territoire recevait très peu d'assistance humanitaire. Les routes sont impraticables, les avions y sont rares et les vols souvent annulés à cause du mauvais état de la piste d'atterrissage. Pendant la saison des pluies la situation se complique. Il est plus difficile voire impossible pour le PAM d'apporter de l'aide humanitaire aux bénéficiaires localisés dans plusieurs villages éloignés du chef-lieu.

Les vivres arrivent en Ouganda et sont transportés par camion. Il faut entre 3 et 5 semaines pour arriver à Ango. Pendant la saison des pluies, environ 5

mois par an, les routes se détériorent davantage, entraînant des retards dans l'acheminement.

Mais le plus dur est encore à venir. Une fois les vivres arrivés à Ango, il faut les distribuer... Et les routes secondaires sont encore plus difficiles, notamment à cause des ponts délabrés incapables de supporter le passage des camions. Il y a de nombreuses rivières à traverser dans cette forêt équatoriale. Il est arrivé que les vivres finissent sur des vélos....pour atteindre les endroits les plus inaccessibles.

A l'ouest du territoire d'Ango, la route qui mène aux zones de distribution compte onze ponts cassés, qui n'ont jamais été réparés. Sur l'axe nord, c'est avec un bac en bois, fait de trois grandes pirogues attachées ensemble, que l'on peut traverser la rivière. Pendant les crues, le passage devient impossible.

En plus de tous ces cauchemars logistiques, la question d'insécurité quasi permanente dans la zone à cause de la présence dans la région de la LRA. Les déplacements du personnel humanitaire sont donc très limités.

Début 2012, douze employés du PAM, un international et onze nationaux, travaillaient en permanence à Ango, ainsi qu'un international de Swedish Rescue Services Agency (MSB). Les deux internationaux habitent sur le compound, qui désormais peut héberger 10 personnes. D'ici fin 2012 le complexe abritera 12 chambres.

Environ 30.000 personnes ont reçu en 2011 une aide alimentaire dans le territoire d'Ango, soit 1250 tonnes de vivres distribués.



## UNHAS - Le service aérien humanitaire

Avec un territoire aussi vaste que l'Europe de l'Ouest et le manque d'infrastructures de base telles que les réseaux routiers et ferroviaires, seul le transport aérien s'est avéré le moyen le plus efficace et fiable pour voyager à travers la RDC.

Toutefois, en RDC, les niveaux de risque opérationnel de la plupart des exploitants aériens locaux, commerciaux ou non, ne répondent pas aux normes de l'aviation internationale. En 2008, cette situation a poussé le Département de Sûreté et Sécurité des Nations Unies à restreindre les voyages du personnel des Nations Unies uniquement aux vols opérés par la MONUSCO et ECHO.

La MONUSCO n'a pu répondre seule aux besoins du transport aérien des passagers supplémentaires en raison de sa capacité restreinte et d'un quota limité des sièges mis à la disposition des acteurs humanitaires. De son côté, le service aérien humanitaire d'ECHO donnait priorité au personnel des organisations qu'il sponsorisait. En conséquence, un grand nombre d'acteurs humanitaires s'est retrouvé sans moyen de se déplacer. C'est ainsi qu'en 2009, le PAM a été sollicité par la coordination humanitaire pour redémarrer les opérations UNHAS.

Depuis 2010, UNHAS a mis en place une politique de recouvrement partiel des coûts avec une somme forfaitaire de 100 dollars US quelle que soit la destination et le type d'appareil. Cette politique permet également de limiter le phénomène des "no show", les clients qui réservent mais ne se présentent pas à l'embarquement.

A la fin du mois de décembre 2010, environ 185 organisations étaient enregistrées comme utilisateurs des services d'UNHAS. Au 30 septembre 2011, ce chiffre est passé à 240 utilisateurs. UNHAS a par ailleurs, suite à une demande de la communauté humanitaire, décidé d'ouvrir des lignes entre Kinshasa et les deux Kasai. Ces nouveaux vols permettent de combattre plus efficacement la malnutrition dans ces deux provinces particulièrement touchées.

Au premier semestre 2011, les opérations d'UNHAS ont été soutenues par de généreuses contributions reçues de certains de ses bailleurs de fonds traditionnels (Belgique, Canada, Espagne, Etats-unis, Grande-Bretagne, Japon, Nations Unies, Pooled fund) ainsi que des recettes générées par le système de recouvrement des coûts.

### Performances 2011

- 30 destinations en RDC
- 2.565 passagers transportés par mois en 2011
- 4 avions : Jet de 37 places, 2 LET 410 de 19 places et Beechcraft 200, 10 places
- 292 d'heures de vol par mois
- 14 tonnes de frets humanitaires légers (vaccins, fournitures médicales et équipement IT) transportés par mois
- Moyenne de taux d'occupation des sièges de 68%



# Annexe

## Bilan 2011 en chiffres

### 1. Opération d'urgence

#### Vivres

| Types de vivres         | Tonnages distribués |
|-------------------------|---------------------|
| Céréales                | 8 058               |
| Légumineuses            | 2 441               |
| Huile végétale          | 601                 |
| Sel iodé                | 73                  |
| CSB (mélange soja-maïs) | 83                  |
| Sucre                   | 10                  |
| Total                   | 11 268              |

#### Bénéficiaires

| Catégories de bénéficiaires                     | Assistés |         |         |
|-------------------------------------------------|----------|---------|---------|
|                                                 | Hommes   | Femmes  | Total   |
| Personnes déplacées internes                    | 109 509  | 128 272 | 237 781 |
| Retournés                                       | 20 057   | 26 934  | 46 991  |
| Réfugiés                                        | -        | -       | -       |
| Autres personnes vulnérables                    | 52       | 89      | 141     |
| Enfants sous alimentation supplémentaire        | 3 800    | 4 516   | 8 316   |
| Femmes enceintes ou allaitantes                 | -        | 948     | 948     |
| Elèves - alimentation scolaire                  | 12 420   | 12 420  | 24 840  |
| Participants au programme vivres contre travail | 324      | 486     | 810     |
| Total                                           |          |         | 319 827 |

### 2. Intervention prolongée de secours et de redressement

#### Vivres

| Types de vivres                             | Tonnages distribués |
|---------------------------------------------|---------------------|
| Céréales                                    | 51 749              |
| Légumineuses                                | 12 737              |
| Huile végétale                              | 4 781               |
| Sel iodé                                    | 1 121               |
| CSB (mélange soja-maïs)                     | 6 594               |
| Sucre                                       | 546                 |
| Suppléments nutritionnels prêts à consommer | 4                   |
| Biscuits (BP5)                              | 11                  |
| Total                                       | 77 543              |

## Bénéficiaires

| Catégories de bénéficiaires                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Assistés         |                  |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Homme            | Femme            | Total            |
| Enfants de moins de 5 ans                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 222 650          | 272 986          | 495 636          |
| Enfants de 5 à 18 ans                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 770 220          | 983 201          | 1 753 421        |
| Adultes                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 305 099          | 665 001          | 970 100          |
| <b>Total des bénéficiaires en 2011</b>                                                                                                                                                                                                                                                                      | <b>1 297 969</b> | <b>1 921 188</b> | <b>3 219 157</b> |
| Le nombre total des bénéficiaires comprend toutes les personnes qui ont reçu les vivres du PAM pendant la période de rapportage, soit comme récipiendaire/participant dans l'un ou plusieurs groupes ci-dessous, soit ayant reçu une ration familiale distribuée à l'un de ces récipiendaires/participants. |                  |                  |                  |
| Personnes déplacées internes                                                                                                                                                                                                                                                                                | 146 933          | 340 153          | 487 086          |
| Retournés                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 145 780          | 340 153          | 485 933          |
| Enfants de 6 à 23 mois sous l'alimentation supplémentaire (traitement de la malnutrition modéré)                                                                                                                                                                                                            | 55 415           | 55 417           | 110 832          |
| Enfants de 24 à 59 mois sous l'alimentation supplémentaire (traitement de la malnutrition modéré)                                                                                                                                                                                                           | 11 661           | 11 663           | 23 324           |
| Femmes enceintes ou allaitantes alimentation supplémentaire.                                                                                                                                                                                                                                                | -                | 68 549           | 68 549           |
| Elèves – alimentation scolaire                                                                                                                                                                                                                                                                              | 575 819          | 575 819          | 1 151 638        |
| Participants au programme vivres contre travail                                                                                                                                                                                                                                                             | 114 166          | 48 928           | 163 094          |
| Participants au programme vivres pour formation                                                                                                                                                                                                                                                             | 8 048            | 18 780           | 26 828           |
| Bénéficiaires du programme VIH/SIDA/TB                                                                                                                                                                                                                                                                      | 9 984            | 26 759           | 36 743           |
| Bénéficiaires des bons d'achat alimentaires                                                                                                                                                                                                                                                                 | 12831            | 35793            | 48624            |

## Contributions directes des donateurs au PAM - RDC en 2011

|                       |                   |
|-----------------------|-------------------|
| Allemagne             | 2 048 641         |
| Belgique              | 5 766 936         |
| Canada                | 9 174 312         |
| Commission Européenne | 3 000 000         |
| Donateurs privés      | 234 568           |
| Etats-Unis            | 36 792 322*       |
| Finlande              | 1 088 435         |
| Japon                 | 8 000 000         |
| Norvège               | 151 416           |
| NU - Fonds            | 7 135 051         |
| RDC                   | 40 000            |
| Suède                 | 1 533 815         |
| Suisse                | 1 612 903         |
| <b>Total</b>          | <b>76 578 399</b> |

\* En 2010, Les Etats Unis ont accordé 29 996 472 USD de plus pour le PPRO débutant en janvier 2011, ce montant est compté ici en 2011. En 2011 les Etats Unis ont accordé 14.642.120 USD pour le PRRO pour les besoins 2012. Cette somme n'apparaît pas dans ce tableau, et sera mentionnée dans le rapport 2012.

## Financement du projet "achats pour le progrès" (purchase for Progress - P4P)

| Projet P4P   | Pays     | Date de la contribution | Montant en euro  | Montant en dollar   |
|--------------|----------|-------------------------|------------------|---------------------|
| Kabalo       | Belgique | 25.05.2009              | 1 000 000        | 1 271 536,05        |
| Kabalo       | Belgique | 11.06.2010              | 500 000          | 610 500,61          |
| Bikoro       | France   | 02.08.2010              | 600 000          | 786 369,59          |
| Bikoro       | France   | 22.07.2011              | 800 000          | 1 144 492,13        |
| Les 2 sites  | Belgique | 08.12.2011              | 3 500 000        | 4 666 666,66        |
| <b>Total</b> |          |                         | <b>6 400 000</b> | <b>8 479 565,04</b> |

## Contacts

### Bureau pays

**Boulevard du 30 juin, Immeuble Miba, Gombe-Kinshasa**

Standard +243 81 700 67 55 / 56 / 57 ou +243 81 555 2000

**Martin Ohlsen, Directeur de Pays et Représentant**

Tél.: +243 81 700 21 99 / +243 99 86 3924

Email : martin.Ohlsen@wfp.org

### Unité information et communication

**Fabienne Pompey, Chef d'unité (Kinshasa)**

Tél.: +243 97 0000 292

Email : fabienne.pompey@wfp.org

**Claude Kalinga, Chargé de communication adjoint**

Tél.: +243 81 700 67 14

Email : claud.kalinga@wfp.org

**Djaounsede Pardon, Chargé de communication (Goma)**

Tél.: +243 81 700 68 41

Email : djaounsede.pardon@wfp.org

## Production

### Crédit photos

**Fabienne Pompey** : Couverture, 1, 2, 3, 6, 9, 10, 15, 16, 18, 19, 21 **Djaounsede Pardon** : 8, 14, 24, 28 **Pia Skjelstad** : 20, 25 **Célestin Mulumba** : 12 **Brett Hanley** : 29 **Gwenn Dubourthoumieu** : 30

### Rédaction

**Fabienne Pompey**

### Maquette

**Rodin Mulumba (Ola Digital)**





## **Programme Alimentaire Mondial**

**Agence des Nations Unies  
chargé de l'assistance alimentaire**

### **Bureau de pays**

116, Blvd du 30 Juin • Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 81 700 67 55/56 • Fax : +243 81 556 13 92  
E-mail : [wfp.kinshasa@wfp.org](mailto:wfp.kinshasa@wfp.org) • BP 7248 Kinshasa  
République Démocratique du Congo